

Marginalité, accès politique et démocratie profonde au Brésil

Candido Mendes

L'INÉDIT HISTORIQUE DU PT

Le contexte de la démocratie dans l'émergence brésilienne suggère un nouveau paradigme à rebours de la tournure classique qui renvoie, entre la société organisée et l'État, à un seuil d'accès spécifique au développement et à la mouvance sociale.¹

Le pays de Lula exprime cette condition d'accès direct de la marginalité structurelle par l'intermédiaire de la mobilisation politique.

1 Rejane Maria Vasconcelos Acciolly de Carvalho, "Heterogeneidade Estrutural e Consciência de Classe — O Clima Teórico-Metodológico", *Dados*, v. 29, n. 1, 1986.

C'est ce que représentait l'arrivée du PT en tête de la dispute électorale et de toute une collectivité nantie d'une inertie ancestrale pour la dispute du pouvoir, selon le "fait social total" de l'économie coloniale.²

De par là même, le Brésil se détachait du cas normal de l'Amérique Latine laissé à cette même anomie collective originale, et dont les destitués — les cas des Farcs en Colombie ou du Sendero Luminoso au Pérou — passèrent directement à la violence — dans la perspective opposée à celle du pari fait par le PT. Dans les années 80, ce mouvement profitait de la législation électorale qui rend obligatoire le vote secret, permettant de la sorte que tout l'intérieur du pays échappe au contrôle des propriétaires terriens et de l'économie latifundiaire. En s'appuyant sur l'organisation émergente des syndicats,³ le parti se libéra de l'empoigne corporative à laquelle menait la première législation travailliste des droits sociaux issus du gouvernement Vargas.⁴ Le PT se distinguait ainsi du vieux PTB et profitait en même temps de la poussée de l'Église Catholique, provoquée par l'envol de la Théologie de la Libération, née du Concile Vatican II.

2 Alfredo Bosi, *Dialética da Colonização*, São Paulo, Companhia das Letras, 1972.

3 Adalberto Moreira Cardoso, "A Filiação Sindical no Brasil", *Dados*, v. 44, n. 1, 2001.

4 Jorge Ventura de Moraes, "Novo Sindicalismo e Democracia Sindical: um Teste e uma Crítica do Modelo Eleitoral", *Dados*, v. 38, n. 3, 1995.

LA PÉDAGOGIE DU SUICIDE POLITIQUE

Avec le PT, le pays des “sans rien” au pouvoir s’enracine dans l’expérience de Vargas et de la première législation sociale du pays, et surtout de l’importance pédagogique de son suicide, pour l’avenance d’une “nation pour-soi”.

En effet, à partir de la fin des années 30, le prolétariat allait profiter du salaire minimum, de la limitation des heures de travail et du droit aux congés payés. En force, cette première initiative était octroyée par un État franchement corporatif qui entraîna les premiers syndicats et leur dynamique dans l’organisation de l’“État Nouveau”.⁵

La déposition de Vargas, en raison du caractère dictatorial de son gouvernement, n’empêcha pas son retour en 1950 puis, face au nouveau durcissement du *status quo*, le président se suicidait en étalant, par son sacrifice, le contrepoint fondamental entre le pays des nantis et la nation destituée, poussée par le développement naissant. Sa lettre-testament n’épargnait pas la contradiction et le parti pris sans retour de ce qui serait le “pays pour soi”. La lutte qui suivit, après les gouvernements Kubitschek, Jânio Quadros, Goulart, et du régime militaire, renforça le contrepoint de fond, bien que quelques secteurs de l’ancien régime fassent cause commune avec la mouvance de fond pour le régime des libertés. Mais le tocsin

5 Hermínio Linhares, *Contribuição à História das Lutas Operárias no Brasil*, São Paulo, Alfa-Ômega, 1977.

de Vargas sonnait aussi le début du PT, lié aux premiers syndicats autonomes détachés du corporativisme initial et misant sur la nouvelle mobilité du pays sorti de l'inertie semi coloniale, en dépassant le populisme.⁶

AU-DELÀ DU CLIENTÉLISME POLITIQUE

Cette nouvelle force politique souleva dès le début, par sa position sans ambages et sans coalitions une candidature à la Présidence de la République, montrant ainsi l'influx innovateur dans la poursuite des jeux de pouvoir dans le pays.

Cette montée, parallèlement à la discipline rigide du parti, se fit dans un moulage sans alliances, au profit de son candidat au Planalto. C'était à partir d'une telle arrivée que l'on put déceler le comportement politique — à moyenne et longue échéance — de cet acteur différent, face aux cas classiques de cooptation d'intérêts et de partages du butin du pouvoir — le fameux clientélisme politique⁷ — des diverses forces rassemblées

6 Francisco Weffort, *O Populismo na Política Brasileira*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1977.

7 Renato Boschi e Eli Diniz Cerqueira, "Burocracia, Clientela e Relações de Poder: um Modelo Teórico", *Dados*, n. 17, 1978; José de Souza Martins, "Clientelismo e Representação em Minas Gerais durante a Primeira República: uma Crítica a Paulo Lammack", *Dados*, v. 27, n. 2, 1985; Vitor Nunes Leal, "O Coronelismo e o Coronelismo de cada Um", *Dados*, v. 23, n. 1, 1980.

par la dynamique du développement national, ou de son rejet. Le système se bâtit d'abord au fil des allocations nettes de pouvoir, à partir de l'octroi de ministères aux syndicats, en s'éloignant du classique maillon de groupes façonnés par la stricte campagne électorale.

Une nouvelle productivité du situationnisme petiste au Législatif fut assurée, d'autre part, par des primes et surplus de salaires. On institua le *mensalão* ("grosse fin de mois"), dont la marque de corruption ne heurta pas l'opinion publique. Le peuple de Lula ne démontra aucune commotion après ce scandale émergent, et presque tous les parlementaires dénoncés furent réélus.

À la suite de ce premier paradoxe, on remarque la permanence de l'effet sidérant produit par Lula, immobilisant ainsi la poussée de nouveaux possibles *leaderships*. Aucun renouvellement fondamental dans la ligne des successeurs naturels, et les deux politiciens considérés comme "dauphins" à l'époque — José Dirceu et José Pallocci — ne furent qu'à peine éclaboussés, bien que responsables du *mensalão* en question, et effracteurs du secret des déclarations fiscales. La reprise électorale du PT ne dépassait pas les réseaux locaux, et toute la montée des jeux de force électorale restait au niveau municipal d'accès au pouvoir. Le parti manquait de tout rayon intermédiaire pour assurer une homogénéité de profil, face aux attaques de l'opposition et aux réassemblages mobilisateurs.

PRISE DE CONSCIENCE ET CONTINUITÉ

Le succès du gouvernement Lula au niveau politique a donc conduit à ce décalage entre la force politique et la force symbolique du Président, avec une position majoritaire de la situation de moins en moins associée au PT en tant que parti dominant. En effet, cette majorité impliquait une division presque égalitaire avec le PMDB, auquel s'associaient le PSB, le PDT et divers partis mineurs porteurs d'un message pratiquement unique, tel celui des Verts ou du PCduB (Parti Communiste du Brésil). On rencontre ici un nouveau gouvernement de coalitions.⁸

L'accès au gouvernement de la présidente Dilma s'est immédiatement basé sur le fait accompli de telles coalitions et dénouait la nouvelle articulation entre l'Exécutif et les Chambres. Elle suppose d'abord que l'avance du PAC (Programme d'accélération de la Croissance) et de la politique du développement soutenu demande très peu de nouvelles initiatives législatives. Elle accorde toute la priorité à la redistribution de revenus exigeant une immédiate prise en mains de la politique du salaire minimum. Le gouvernement ne la pratique cependant pas

8 Angelina Figueiredo e Fernando Limongi, *Executivo e Legislativo na Nova Ordem Institucional*, Rio de Janeiro, Fundação Getulio Vargas, 1990; e Carlos Pereira e Bernardo Muller, "Partidos Fracos na Arena Eleitoral e Partidos Fortes na Arena Legislativa: a Conexão Eleitoral no Brasil," *Dados*, v. 46, n. 4, 2003, e "Comportamento Estratégico em Presidencialismo de Coalizão: as Relações entre Executivo e Legislativo na Elaboração do Orçamento Brasileiro", *Dados*, v. 45.

dans les nouvelles déterminations d'une hausse maximale, mais s'assure, en une initiative originale, la capacité d'augmenter ces taux dans les prochaines années de son propre chef, en dehors de manifestations du Congrès. C'était la première mesure décisive du nouveau gouvernement, ramenant à son gré cette allocation par décrets de l'Exécutif. Les reflux de la crise financière globale, par leur impact sur l'investissement national, impliqueraient en une hausse fiscale déterminée se concentrant sur l'impôt sur les grandes fortunes épargnées pendant la campagne électorale et restant, de toute façon, un principe général de la deuxième étape du gouvernement du PT, dont le slogan se déplace, de Lula à Dilma, du "gouvernement de tous" à "un pays moins pauvre".

L'appui du Législatif demeure néanmoins fondamental pour l'éventualité d'une réforme constitutionnelle susceptible de ramener au pouvoir fédéral la politique sociale de la Fédération. En effet, dans la Constitution de 88, les éléments fondamentaux d'une politique de bien-être, d'éducation, de la santé et de l'habitation étaient délégués à la compétence des États de la Fédération. L'avance du développement soutenu implique dans sa logique cette réallocation à l'Union en éliminant toute déviation dans les transferts de ses fonds, permettant en même temps, par la centralisation de cette politique, les effets cumulatifs de leurs résultats de la même manière qu'elle évite les priorités classiques des clientèles nées de la pression des demandes locales.

AU-DELÀ DU NÉOLIBÉRALISME

A côté de la plateforme sociale, le dédoublement du PT dans le gouvernement Lula réclamait nécessairement une prise de position quant au modèle économique, et par là-même, une première définition claire du rôle de l'État dans le développement.⁹ Le programme implique l'acceptation de la dominante de l'investissement public dans les travaux d'infrastructure. On dépasse de loin les mesures et les freins implicites dans lesquels le gouvernement antérieur au PSDB se maintenait selon les lignes de l'accord de Washington et en partant de la prémisse d'un modèle capitaliste pour le pays. De même, c'était dans la vision stratégique des interventions d'une économie d'État que l'appareil public se détachait de l'infrastructure pour parer aux manques survenus à certains points essentiels de l'effort synchronisé de mouvance, et à assurer exactement son saut historique. Cependant, le nouveau gouvernement ne s'attache pas aux impositions formelles d'épargne forcée ou d'investissements du secteur privé. Mais surtout, le Planalto maintient l'exploitation publique des ressources, assurées par la Constitution en résistant aux pressions étrangères pour l'exploitation des gisements océaniques de pétrole par la Petrobras et, aujourd'hui, par la compagnie

9 Luiz Carlos Bresser Pereira, "O Novo Modelo Brasileiro de Desenvolvimento", *Dados*, n. 11, 1973.

géante du Pré-Sal. Il faudrait même parler, en ce début de gouvernement, d'un effet intérieur de ces nouvelles économies face à l'échelle du gigantisme des fonds apprivoisés aujourd'hui par la Petrobras menant à une politique parallèle de développement urbain et d'organisation professionnelle spécialisée du marché de travail.

La plus grande compagnie du monde liée au minerai de fer, la Vale do Rio Doce, se bâtit un capital complexe où, à côté de la participation publique directe, les banques privées les plus importantes du Brésil maintiennent une position critique. Ce qui est nouveau dans un tel contexte, c'est la pression exercée par le gouvernement fédéral pour pousser l'épargne privée à s'unir au vote du Planalto et de destituer le président de la Compagnie réticent au transformation de l'extraction brute sur le territoire national. L'avance du macro-capital privé ne peut pas se faire contre le jeu d'intérêts dans lequel de tels fonds se conditionnent, à moyenne et longue échéance, par l'échange directe de bénéfices, des réserves de marché aux limitations fiscales, toutes entre les mains du Planalto. Au niveau de la macro-échelle économique du pays, on ne trouverait pas un seul réseau privé "sauvage" capable d'organiser ces conditionnements économiques en marge des politiques publiques. Le secteur privé demeure dans une dynamique livrée à elle-même, tant qu'il ne gêne pas la politique nationale du développement soutenu.

DMÉDIATION COLLECTIVE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Dans cette pleine maturité de l'option Lula pour le développement brésilien, se dégageraient les effets, peut-être plus profonds, de ces conditions d'accès social des marginaux. Ils sont marqués par l'absence déjà mentionnée de médiation classiquement exercée par les mouvements sociaux. Ceux-ci n'ont pas seulement perdu toute dimension critique dans le futur du régime. Ils démontrent surtout les nouvelles contradictions dans les organisations syndicales et les impasses de la réforme agraire, commencée et continuellement reprise, mais sans que de là ait surgi une conscience collective, ou communautaire, comme prévue par la montée établie des 'sans rien' du pays.¹⁰ Après le gain du lopin de terre, les favorisés revinrent à leur défense individualisée, échappant à toute économie collective imaginée pour leur lendemain. D'autre part, et dans cette mouvance, les bénéficiaires des bourses-famille ont commencé à s'en tenir à leurs propres et stricts intérêts de défense de leurs avantages, qui impliquaient les services d'éducation et de santé, de pair et parfois en avance sur les strictes économies de salaire et d'intégration immédiate au marché de travail.

Les premiers mois du gouvernement Dilma témoignent précisément de cette conscience de la praxis, et

10 Elisa Pereira Reis, "Mudança e Continuidade na Política Rural Brasileira", *Dados*, v. 31, n. 2, 1989; Lygia Sigaud, "Luta de Classes em Dois Atos: Notas sobre um Ciclo de Greves Camponesas", *Dados*, v., 29, n. 3, 1986.

semble impliquer le contrepoint des interrogations d'une gauche idéale sur l'avenir.

Elle se démarquerait, par force, de tout contrepoint dialectique comme il le revient aux conduites idéalistes, ou aux réclamations des puretés originaires d'une visée politique comme, par exemple, l'impératif d'une "économie solidaire", propre aux sources du Vatican II, et en refus de toute perspective de la complexité sociale contemporaine. De même, elle se plierait aux demandes et redistributions ingénues de revenus, en oubliant les premières exigences de "l'en-soi collectif"¹¹ émergent du pays pour faire face au développement soutenu. De même, elle tomberait sur la rengaine moraliste du gouvernement des "bons", et finirait avec un point commun avec l'opposition, en demande de projets prioritaires, et sauveurs comme celui de la *ficha limpa*, dossier propre de toute faute comme protocole irréprochable pour l'inscription électorale. Les premiers 100 jours de Dilma dépasseraient de 4% la popularité de Lula à la même époque.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET ÉGLISE CATHOLIQUE

Au début du nouveau mandat, on remarque encore une contreposition émergente de plusieurs secteurs de l'Église face au gouvernement du PT entre les mains de

11 Álvaro Vieira Pinto, "Consciência Crítica e Consciência Ingênua", in *Consciência e Realidade Nacional*, Rio de Janeiro, Iseb, 1962.

Dilma.¹² Une poussée intégriste s'avère clairement en opposition avec l'atmosphère d'appui de base et d'écho que le Vatican II apporta à la naissance du PT par le soutien massif des paroisses de l'intérieur du Brésil et de plusieurs évêchés, des Lorscheider — secrétaires généraux et présidents de la CNBB — aux archidiocèses de Volta Redonda, Goiás Velho, et la présence prophétique de l'évêque de Porto National, en pleine brousse brésilienne.¹³

Le pontificat de Jean Paul II s'est appliqué aux coupes de cette inspiration vaticane aux mouvements sociaux libertaires du pays. On y remarque toute la préoccupation de la Théologie de la Libération, atteignant successivement et même à partir de Dom Hélder Câmara, les évêques-clés de l'Amérique Latine espagnole. Une vision organique de la mouvance sociale propre aux économies développées a renforcé le pontificat de Jean Paul II, aux dépens d'un strict laïcisme et des actions confessionnelles, en dehors de la hiérarchie. Le problème de la justice sociale, déjà en perte de tonique depuis les Conférences de Puebla et

12 Candido Mendes, *Memento dos Vivos — A Esquerda Católica no Brasil*, Rio de Janeiro, Tempo Brasileiro, 1965; *Justice, Faim de L'Eglise*, Paris, Desclée, 1977; *Mudança do Século, Mudança da Igreja*, Rio de Janeiro, Educam, 1978; *Subcultura e Mudança: por que me Envergonho de meu País*, Rio de Janeiro, Topbooks-Educam, 2010.

13 Luiz Alberto Gómez de Souza, "Santo Domingo: um Encontro Difícil", in *Do Vaticano II a um Novo Concílio — Olhar de um Cristão Leigo sobre a Igreja*, São Paulo, Loyola, 2004.

de Santo Domingo, a fait face aux priorités, par l'Église, de ses demandes canoniques et de foi vis-à-vis de la régulation séculière du pays. La lutte contre l'avortement est devenue la priorité des mouvements cléricaux liés à l'Opus Dei, dans toute la souche des organisations similaires. Face aux élections de 2010, un groupe d'évêques demanda une audience au Pape Benoît XVI pour lui demander d'émettre une condamnation claire du vote catholique en faveur de la candidature de Dilma. Le geste a été désarçonné par la houle de l'opinion publique catholique du pays mais n'empêche pas un nouveau détour dans la mobilisation future, entre la quête pour la justice et la plateforme dogmatique de l'Église Catholique.

ETAT ET DÉVELOPPEMENT SOUTENU: LE BRÉSIL DES BRICs

Le début du nouveau gouvernement montre cette nouvelle envergure du modèle pour le développement soutenu du pays, de pair avec la politique brésilienne au Moyen Orient et surtout la recherche d'une matrice pour la stabilisation mondiale qui, face à la crise libyenne, puisse dépasser les tatonnements de l'OTAN.

Le dégagement d'une stricte politique de la périphérie latino-américaine a tout de suite marqué l'accès du PT au pouvoir.¹⁴ Mais elle manque encore aujourd'hui d'une

14 Walter D. Mignolo, "Futuros Globales y Opciones Descoloniales", in *Subjetividades Colectivas y Globalización: Fronteras*,

intégration effective avec la nouvelle escalade où l'univers des BRICs s'oppose aux mondialisations occidentales classiques, et que se dessine une différence internationale à partir du monde arabe. Bien avant les émeutes de Tunis, Lula — aux côtés de Erdogan —, a essayé de donner une résonance à la dynamique du Moyen Orient en soutenant les voix syrio-libanaises dans le tissu socio-politique brésilien, et surtout en travaillant l'accès effectif de l'Iran aux Nations Unies. Au cours des deux dernières années de son gouvernement, d'abord en alliance avec la Turquie, puis de façon pratiquement solitaire, le maintien de cette position fut renouvelé à New York, malgré la provocation continue et croissante quant au mépris des droits humains dans le pays.

Un redressement général accompagnerait ce nouveau contexte, laissant une toute nouvelle initiative à Dilma pour la solution, par Ahmadinejad, d'un cahier de charges relevant ponctuellement de successives entorses à de tels droits, incluant la présente prison domiciliaire de Kathami et Mussavi.

En fait, le nouveau repli se doit au dédoublement de la crise lybienne: la position prise par le Brésil, aux côtés de la Russie, de la Chine et même de l'Allemagne, pour réduire les effets et la portée de la zone dite de

neutralité aérienne, et proposant de créer des couloirs humains pour épargner la société civile, à côté des empoignes sur l'exportation pétrolière du pays.

Le développement d'un nouvel appui de l'Union Africaine, à laquelle s'est jointe l'Union Arabe, écarte, une fois pour toutes, la possibilité qu'une invasion de la Libye puisse se répéter en Afganistan ou en Irak. Nous ferions face alors, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, à des forces de contrôle pluralistes et multinationales vis-à-vis des nations occidentales. Cette stabilité politique émergente se détache du contrôle classique de l'OTAN et des acquis d'une culture de paix de la fin du XX^{ème} siècle. Le mois dernier, nous avons pu en voir le contrepoint possible, entre les politiques américaine et brésilienne, lors de la rencontre d'Obama et de Dilma.

Cet échange portait naturellement sur des scénarios déjà surannés et plus que prévus où étaient en cause, respectivement:

- a) a pression brésilienne pour un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies;
- b) l'émergence du Brésil au fond commun des nations continentales, dans le nouvel axe réclamé par la mondialisation;
- c) la dynamique des marchés nationaux et surtout de l'accès des collectivités marginalisées à la mouance sociale, en priorité sur les échanges extérieurs traditionnels menant toujours à la dominance finale de bénéfices dans la balance de paiements;

d) le dépassement des relations centre-périphérie dans la nouvelle vision de la politique défensive à outrance de l'Occident face à Israël et aux politiques réciproques de désarmement.

L'attente concernant le siège permanent s'estompait, à la bonne allure prévue par tous les protocoles, laissant la prétention brésilienne à côté de la candidature hindoue et des possibles débats fumeux sur la réforme complète de l'appareil de l'ONU. D'autre part, Obama se fait l'agent de l'intérêt immédiat du grand capital américain et ne se prononce pas sur les modèles en confrontation, ni sur une mise de conscience quant à l'écart brésilien — très net avec Dilma — du modèle libéral capitaliste.

LA PRÁXIS DE LA MOUVANCE

On commence à se rendre compte de l'impact, à longue échéance, de ces conditions particulières d'accès de la population anomique à l'univers politique brésilien, au-delà du maintien de la discipline du PT. Il ne serait pas possible non plus d'imaginer à la longue un regain de la force du parti. Le militantisme se regroupe par le lien symbolique¹⁵ et il n'y a plus lieu de penser à un meneur du jeu en restauration du premier dessein politique du Lulisme. Il n'en reste tout de même pas

15 Gilbert Dinand, *L'Imagination symbolique*, Paris, Seuil, 1976; Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système — Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977.

moins la potentialité de cette militance, mais elle ne dépendra plus des cadres ni d'une récupération de l'ancien *leadership*.

En même temps, Dilma ne possédant pas le même charisme que son prédécesseur, la dominance du *status quo* émergent dépendra de la perception d'un bien-être acquis du "peuple de Lula", lié aux avantages de l'augmentation du salaire minimum et du soutien des services de la "bourse-famille". L'effort d'une redistribution fiscale poursuivi par les impôts directs sur les grandes fortunes n'empêchera pas tout de suite une allure générale finalement régressive sur la croissance des revenus des classes C et D. C'est donc, chaque fois davantage, une identité de base de cette fidélité à Lula qui assurera la mouvance de la politique du développement soutenu au Brésil et l'appui croissant apporté à Dilma. L'opposition tend à tourner en rond, vue l'impossibilité, pour le PSDB et les partis alliés, de mobiliser le dit *povão*, au bénéfice des classes moyennes enfoncées dans une ambiguïté croissante d'insertion politique. Elles garderaient en effet la fidélité matricielle et ne se dégageraient des strata sorties de l'anomie originale.¹⁶

16 Candido Mendes, "A Auto-Organização da Marginalidade", in *A Democracia Desperdiçada*. Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1987.

En même temps, pour ces cinquante six pour cent d'une classe dite moyenne émergente, la grosse majorité se heurterait aux souches classiquement liées au groupe des grands revenus et par conséquent à la polarité structurelle du pays du pré-développement.

La médiation matricielle de l'accès du peuple de Lula ne passe pas par la réverbération des conflits¹⁷ classiques dans une phase ascendante de l'enrichissement national. De même, elle écarterait tout retour au patronage politique à partir de l'ensemble allocatif, et chaque fois plus fédéral, de la politique de l'éducation, de la santé et du logement. L'effet le plus important d'une telle prise de conscience, résultant de la mobilisation pédiste, reviendrait aux pertes de tout "vis-à-vis" du "gagné et du perdu" dans la mouvance d'origine, et les différences subséquentes de bénéfices nés de la même envolée.

L'accès au marché de la consommation échappe au pli classique de l'effet de démonstration et reflète tout cet immédiatisme d'accès dans la structure du budget familial et son impact sur les nécessités littéralement émergentes d'un "bien-être". C'est peut-être dans un climat politique plutôt gestionnaire que la maturation du gouvernement issu du PT trouvera les lignes d'un tel "bien-être" ou peut déjà continuer l'effort pédagogique

17 Michel Miranda, *La société incertaine: pour un imaginaire social contemporain*, esp. "Le jeu symbolique de la théâtralité", Paris, Librairie des Méridiens, 1986.

de la prise de conscience originaire. Les nécessités domestiques traditionnelles se plient aux demandes croissantes de communication et du spectacle, un vecteur culturel porté par les acteurs du pays sans visage social, voué au primarisme des relations collectives de la domination coloniale.

La situation démocratique au Brésil s'écarte des présomptions générales selon lesquelles ce régime avance par l'expression du dynamisme de la société sur tout le moulage du régime de pouvoir. Elle impliquerait donc la médiation nécessaire des mouvements sociaux, des syndicats et des partis dans le jeu intégré où la conduction de l'État exprimerait cette volonté collective exprimée. C'est cette prévision qui s'écarte de l'avènement démocratique du "lulisme"¹⁸ qui a assuré toutefois l'écart de tout monopole de pouvoir en maintenant à tous ses niveaux l'interaction des mouvances collectives par le *artung* et la permanence de tout *checks and balances*. Il s'agit, dans le cas brésilien, de l'emprise matricielle de cette "prise de conscience", née directement de l'anomie collective qui se passe, justement, de toute médiation supposée par la vision organique du tout social, d'où la démocratie,¹⁹ comme sa dimension politique serait

18 Candido Mendes, *Lula depois de Lula*, Rio de Janeiro, Educam, 2006.

19 Barry Ames, Rio de Janeiro, Fundação Getulio Vargas, 2003.

l'accomplissement à se faire ou à se dénier, face à toutes les échelles des dictatures contemporaines.

Le “lulisme”, par son expérience inédite et modulé par sa propre et stricte praxis, montre la profondeur de l’empreinte fondatrice des “prises de conscience”²⁰ collectives directes sur cette même anomie primordiale. Mais surtout, elle se maintint sur cet immédiatisme. Elle a écarté, en même temps, les réductionnismes charismatiques d’un *leadership*, le strict passage aux légitimations symboliques, et la tentation de toute permanence au pouvoir où un consensus objectif pourrait avancer sur le pacte constitutionnel et le respect effectif et transcendant de l’État de Droit.

20 Joseph Gabel, *False Consciousness: an Essay on Reification*, New York, Harper, 1978; Paul Ricœur, “Interpretion et Reconnaissance”, *Cités*, n. 33, 2008; Paul Watzlawick (org.), *L’Invention de la réalité: contributions au constructivisme*, esp. “Avec quoi constitution les réalités ideologiques?”, Paris, Seuil, 1983.